

15 juin 2010 | Le Droit | LeDroit

# La Cité et l'UQAM reconduisent leur entente

Quatre ans après la signature d'une première entente du genre, La Cité collégiale et l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont annoncé hier le renouvellement du partenariat qui permet aux diplômés du programme en technologie appliquée (biotechnologie) de La Cité de poursuivre des études de second cycle en chimie, à l'établissement montréalais.

La nouvelle entente signée hier comprend un assouplissement des conditions d'admission pour les diplômés de La Cité collégiale, qui sont dorénavant dispensés des cours préparatoires à la maîtrise (propédeutique).

Le doyen de la Faculté des sciences de l'UQAM, Mario Morin, a déclaré que l'entente avait parmi jusqu'à présent à plusieurs diplômés de La Cité collégiale de poursuivre leurs études à l'UQAM. Les premiers bacheliers ont obtenu leur diplôme en juin 2007.

« Ces étudiants arrivent avec une solide formation en biologie moléculaire et en biochimie, leur permettant de se démarquer durant leurs études aux cycles supérieurs », a-t-il indiqué.

Cette entente demeure la seule du genre entre le collège francophone d'Ottawa et l'université montréalaise. Le collège a déjà des ententes avec l'Université d'Ottawa pour certains programmes, mais l'Ud'O ne reconnaît pas le baccalauréat en technologie appliquée-biotechnologie de La Cité collégiale.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

*Article rank* | *15 Jun 2010* | *Ottawa Citizen*

# Franco-Ontarian Festival receives 3-year funding

Ottawa-Orléans MP Royal Galipeau said Monday that the federal government will contribute \$240,000 to the Franco-Ontarian Festival this year and in 2011-2012. The festival, which runs from June 17 to 19, brings dancers, musicians and other francophone performers to Ottawa. The festival funding includes \$14,000 from the Department of Canadian Heritage Arts Presentation Fund and \$100,000 from the department's Official Languages Communities Program.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 15 Jun 2010 | Ottawa Citizen

# Franco-Ontarian parade goes with a tribal beat

The Franco-Ontarian Festival will celebrate its final night June 19 with a parade honouring the “tribal” backgrounds of Ottawa’s Frenchspeaking population. The Grand Franco-Ontarian Parade gets under way at 5 p.m. at the University of Ottawa, winds through the ByWard Market, then down Elgin Street to Festival Plaza at Ottawa City Hall. Musicians will accompany the costumed participants and the public is invited to join in. The festival kicks off June 17. Organizers announced Monday that, in keeping with the tribal theme, dancers and drummers from Africa and South America will perform between acts on the plaza’s main stage. Festival passes are \$25. As well, the festival honoured its six founders with lifetime passes. The founders are Ottawa Councillor Georges Bedard, activist Pierre de Blois, former NCC employees Rhéal Leroux and Louise Laplante, volunteer André Levesque and special events organizer Michel Gauthier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Garderies en milieu familial en Outaouais

## Deux grèves de deux heures d'ici la mi-juillet

CHARLES THÉRIAULT  
ctheriault@ledroit.com

À l'instar de leurs collègues de l'ensemble du Québec, les 535 éducatrices de garderies en milieu familial de la région de l'Outaouais, vont déclencher deux grèves de deux heures d'ici le 15 juillet, afin de pousser le gouvernement du Québec à négocier, avec leur syndicat, une première convention collective.

Même si ce sont des travailleuses autonomes, ces propriétaires des garderies en milieu familial ont obtenu le droit de se syndiquer en raison du fait qu'elles reçoivent une subvention de 19\$ par jour, par enfant.

Cette subvention fait en sorte que les parents ne paient que 7\$ par jour, par enfant, comme dans les garderies en établissement, les Centres de la petite enfance (CPE).

et n'ont droit à aucune vacance ou congé férié payé.

« Nous revendiquons des conditions de travail décentes et nous sommes prêts à nous battre pour nos droits. Nous avons

collective, le gouvernement du Québec ne répond pas à nos demandes. Rien n'avance à la table de négociations et on dirait que les négociateurs n'ont aucun mandat du gouvernement », a déclaré M<sup>me</sup> Rosario.

Le vice-président de la Centrale des syndicats du Québec, (CSQ), Pierre Jobin, a indiqué que les éducatrices en CPE vont obtenir un salaire de 21,60\$ l'heure en 2011, alors qu'elles n'ont pas les mêmes dépenses qu'une éducatrice en milieu familial qui utilise sa propre maison comme garderie.

Face à l'attitude du gouvernement, le syndicat déclencherà donc deux arrêts de travail de deux heures au cours des prochaines semaines.

Les parents seront avertis deux semaines à l'avance afin qu'ils puissent se préparer en conséquence.

D'autres grèves, d'une demi-journée, puis d'une journée complète, pourraient être déclenchées cet automne si les négociations demeurent au point mort.

**Les parents seront avertis deux semaines à l'avance afin qu'ils puissent se préparer en conséquence.**

Selon la vice-présidente de l'Alliance des intervenantes en milieu familial de l'Outaouais, Rosario Cardoso, les responsables de ces garderies travaillent entre 60 et 65 heures par semaine

lutté durant 10 ans pour obtenir le droit de nous syndiquer et nous avons obtenu ce droit avec l'adoption de la Loi 51, mais maintenant que nous voulons signer une première convention



ÉTIENNE RANCIER, LeDroit

Les syndiqués de plusieurs groupes ont organisé diverses activités pour faire connaître leurs revendications au grand public. Au Centre hospitalier Pierre-Janet, par exemple, les travailleurs ont organisé un pique-nique dans la cour de l'établissement.

Divers rassemblements en Outaouais

## Le Front commun plus visible

CHARLES THÉRIAULT  
ctheriault@ledroit.com

Le Front commun des syndicats du secteur public au Québec, entame des moyens de pression pour faire bouger le gouvernement du Québec dans les négociations en vue du renouvellement des conventions collectives.

Hier, les syndiqués de plusieurs groupes différents ont organisé diverses activités pour faire connaître leurs revendications au grand public.

Ainsi, les employés de l'Hôpital de Hull ont déployé une grande banderole à l'intersection des boulevards Saint-Raymond et Lionel-Émond, alors que les travailleurs du Centre hospitalier Pierre-Janet ont organisé un pique-nique dans la cour de l'établissement de santé.

Le Front commun des secteurs

publics et parapublics négocie au nom de 475 000 salariés de l'État et il comprend les grandes centrales syndicales que sont le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

### Loin d'une entente

Selon le porte-parole du Front commun en Outaouais, Michel Quijada, le gouvernement du Québec et les syndicats sont encore loin d'une entente.

« La négociation autour du normatif (clauses n'ayant pas d'incidence financière) avance assez bien et il y a eu entente avec la moitié des syndicats. Pour le reste, on poursuit les négociations et on a espoir de régler avant la fin de l'été mais nous n'avons aucune entente en vue

à propos des salaires », a indiqué M. Quijada, en précisant que les syndiqués veulent maintenir la pression sur le gouvernement.

La semaine dernière, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, avait manifesté un certain optimisme quant à un règlement avant les vacances de l'été.



« Partenaire d'Investissement Québec depuis près de 15 ans, Cactus Commerce a récemment bénéficié d'une garantie de prêt qui a facilité le transfert de propriété de notre entreprise en forte croissance. »

Jacques Brodeur, vice-président finance  
Tony Marinelli, président-directeur général  
Cactus Commerce Inc.

Profitez vous aussi de notre garantie de prêt pour réaliser votre projet.

Contactez Investissement Québec dès aujourd'hui.  
1 866 870-0437  
www.investquebec.com

**IQ Investissement Québec**  
FACILITER • FINANCER • PROPULSER

LEDROIT, LE MARDI 15 JUIN 2010

15 juin 2010 | Le Droit | LeDroit

# ÉCOLE DE FOOTBALL DES GRIFFONS

Les Griffons du Cégep de l'Outaouais ont annoncé cette semaine la création d'une nouvelle école de football s'adressant aux élèves de la 2e à la 5e année du secondaire. Les entraînements auront lieu sur le terrain de football de l'Université du Québec en Outaouais, du 25 au 27 juin, et seront axés sur le développement physique, technique, tactique et la préparation mentale. L'école des Griffons vient compléter la philosophie de développement entamé chez les Griffons. Le basket-ball, le volley-ball, le badminton et la natation, entre autres, ont déjà des écoles ou des équipes de développement. « Il s'agit d'un pas de plus pour l'organisation de football qui compte offrir une formation complète et dynamique à des joueurs qui auront probablement la chance d'évoluer pour les Griffons dans le futur », a dit le coordonnateur responsable des Griffons, Daniel Leduc, dans un communiqué de presse. Éric Fortin, assistant entraîneur-chef et coordonnateur offensif chez les Griffons, occupera le poste de directeur technique de l'école. Plusieurs entraîneurs des Griffons, entraîneurs et joueurs des GeeGees de l'université d'Ottawa, feront partie de l'équipe d'encadrement de l'école. Pour de plus amples informations ou inscriptions, il suffit de consulter le site Web de l'école : [www.ecolegriffons.ca](http://www.ecolegriffons.ca).

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 juin 2010 | Le Droit | JOËL-DENIS BELLAVANCE JOËL-DENIS BELLAVANCE La Presse La Presse

# Ignatieff et Layton consultés, Duceppe « oublié »

Le premier ministre Stephen Harper a décidé de mener des « consultations sans précédent » avant de nommer le prochain gouverneur général. Le comité ad hoc chargé de mener ces consultations a même consulté tous les chefs de parti à Ottawa... à l'exception du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.



Archives, La Presse Canadienne

**La gouverneure générale Michaëlle Jean aurait fait savoir à l'entourage de Stephen Harper l'an dernier qu'elle était prête à rester en poste, mais cette option n'aurait pas soulevé l'enthousiasme des collaborateurs du premier ministre. Mme Jean a prêté serment le 27 septembre 2005. Le prochain gouverneur général devrait donc être en poste à l'automne.**

Le comité, formé il y a quelques semaines déjà pour dénicher le meilleur candidat ou la meilleure candidate pour prendre la relève de l'actuelle gouverneure générale, Michaëlle Jean, à l'automne, a sollicité les commentaires du chef libéral Michael Ignatieff et du chef du NPD, Jack Layton.

Mais les membres du comité, qui doivent soumettre une liste de candidatures au premier ministre au cours des prochaines semaines, n'a pas cru bon de sonder Gilles Duceppe, a appris La Presse.

« Non, M. Duceppe n'a pas été consulté », a confirmé une source bloquiste digne foi.

Le chef bloquiste ne s'émeut guère de n'avoir pas été invité à faire part de ses commentaires au

comité. Le Bloc québécois estime que le poste de gouverneur général devrait être aboli puisqu'il le juge anachronique.

« Nous pensons que c'est une fonction inutile. Alors que nous ne soyons pas consultés sur une fonction inutile, cela ne nous hérisse pas trop le poil des jambes ! » a-t-on indiqué. Les noms des membres du comité ad hoc qui mène les consultations n'ont jamais été rendus publics.

Dimitri Soudas, proche collaborateur de Stephen Harper, a affirmé que le premier ministre n'a pas encore obtenu la liste des candidats potentiels. Il a indiqué que le comité a consulté une « centaine de personnes », mais il a refusé de dévoiler leur identité.

« Le premier ministre aime consulter des Canadiens dans le cas des postes importants. Il le fait dans le cas des postes de lieutenants-gouverneurs des provinces. Il ne veut pas consulter uniquement ses conseillers politiques. Il veut aller à l'extérieur, parler à des experts. Dans le cas du prochain gouverneur général, c'est sans précédent », a dit M. Soudas.

En avril, Michael Ignatieff avait lui-même révélé qu'il avait été consulté au sujet du successeur de Michaëlle Jean. Il avait alors surpris plusieurs observateurs, dont certains libéraux, en tenant une conférence de presse à ce sujet pour déclarer qu'il souhaitait que Stephen Harper prolonge le mandat de Mme Jean.

Le chef du NPD, Jack Layton, s'est pour sa part fait plus discret à ce sujet. Mme Jean aurait fait savoir à l'entourage de M. Harper l'an dernier qu'elle était prête à rester en poste, mais cette option n'aurait pas soulevé l'enthousiasme des collaborateurs du premier ministre.

Michaëlle Jean a prêté serment le 27 septembre 2005. Elle a été nommée par l'ancien premier ministre libéral Paul Martin. Le prochain gouverneur général devrait donc être en poste à l'automne.

Les noms de certains Canadiens ont circulé au cours des derniers mois, dont ceux de l'athlète en fauteuil roulant Rick Hansen ou de l'acteur William Shatner, bien connu pour son rôle du capitaine Kirk dans Star Trek, ou encore de l'ancien chef d'état-major des Forces armées canadiennes John de Chastelain.

Mais dans l'entourage de M. Harper, on insiste pour dire qu'aucune décision n'a encore été prise à cet égard. On affirme tout de même que le bilinguisme sera l'un des critères importants dans le choix du prochain gouverneur général.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 juin 2010 | *Le Droit*

# La voix d'un peuple

À Bernard Grandmaître, Votre allocution aux diplômés de La Cité collégiale d'Ottawa (« Diplômés, partez à la conquête du monde! », LeDroit, 10 juin) devrait être diffusée aux francophones par tous les médias, qu'ils soient du Québec ou d'une autre province. Cette voix d'un aîné, parmi bien d'autres, témoigne de l'histoire des valeurs d'un peuple qui ne veut pas mourir. Elle est un appel à la jeune génération à viser plus haut et plus loin que tout ce qu'elle a acquis en héritage. Léonard Rochon, Vanier

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



15 juin 2010 | Le Droit | ANNIK CHAINEY [achainey@ledroit.com](mailto:achainey@ledroit.com) ANNIK CHAINEY [achainey@ledroit.com](mailto:achainey@ledroit.com)

# Le FFO honore ses fondateurs

## À l'aube de la 35e édition du Festival franco-ontarien

À l'occasion de son 35e anniversaire, le Festival franco-ontarien (FFO) s'est donné pour objectif de regarder vers l'avant sans pour autant oublier son passé et le chemin parcouru. Cette double mission était particulièrement évidente lors du dévoilement, hier matin, du deuxième volet de sa programmation durant lequel les organisateurs ont aussi tenu à souligner la contribution des six fondateurs de l'événement.



ÉTIENNE RANGER, LeDroit

**Les six personnes à l'origine de la création du FFO, Pierre de Blois, Rhéal Leroux, Georges Bedard, André Levesque et Michel Gauthier (Louise Laplante était absente), ont reçu un laissez-passer à vie pour l'événement.**

« Tribu » franco-ontarienne

En plus des grands spectacles qui se dérouleront sur la scène principale, le FFO a prévu une foule d'activités où seront à l'honneur les différents visages de la francophonie mondiale dont les membres sont de plus en plus présents au sein de la communauté franco-ontarienne.

D'abord, le plateau Banque Nationale accueillera une série de performances hautement rythmées mettant en vedette des danses traditionnelles venues des quatre coins du monde. C'est le groupe Bourask qui ouvrira le bal jeudi à 19h45 avec ses gumboots (bottes de caoutchouc), une danse inventée par les mineurs sudafricains à la fin de l'apartheid. Les tambourineurs de Remesha Drums prendront la relève vendredi, toujours à 19h45, avec leurs chorégraphies et leurs chants inspirés des guerriers du Burundi. Le même soir, à 21 h15, les danseurs de WōTak feront résonner leurs pieds et leurs bolas (armes de jet constituées de balles liées entre elles par des cordes) dans les boleadoras argentines. La formation donnera aussi une représentation le samedi à 19 h45. Le Grand défilé tribal, qui prendra d'assaut les rues du centre-ville d'Ottawa le samedi à 17 h, complétera cette célébration de la diversité franco-ontarienne à grands renforts de costumes, de décors et de musique.

Outre ces événements pour toute la famille, le FFO a également organisé des activités spécialement conçues pour les aînés et les tout-petits. Les premiers pourront assister le vendredi dès 11 h à un brunch musical qui combinera une conférence de l'écrivaine acadienne Antonine Maillet à un concert en plein air. Quant aux seconds, ils auront droit à leur propre fête le samedi à compter de 10 h avec le spectacle Mini-TFO et la prestation du groupe popreggae Kodiak. De l'animation de rue et des ateliers

de maquillage seront aussi au programme de cette matinée pour les enfants.

D'hier à aujourd'hui

Par ailleurs, les six personnes à l'origine de la création du FFO ont été honorées lors de cette deuxième conférence de presse.

Ainsi, Georges Bédard, Pierre de Blois, Rhéal Leroux, Michel Gauthier, André Levesque et Louise Laplante (qui n'était pas présente) ont tous reçu un laissezpasser à vie pour la présente et les futures éditions de l'événement. M. de Blois, qui a assuré la présidence du FFO pendant de nombreuses années, a profité de l'occasion pour rappeler le contexte qui avait vu naître cette fête de la musique francophone.

« En 1976, la communauté francophone d'Ottawa n'était pas reconnue par la classe politique. Ses écoles étaient gérées par des conseils scolaires bilingues, ses étudiants étaient obligés d'étudier au Collège Algonquin parce que La Cité collégiale n'existait pas et l'Association canadiennefrançaise de l'Ontario (ACFO) militait pour la création d'un conseil scolaire francophone », a-t-il souligné.



Selon lui, le FFO a permis aux francophones de sortir sur la place publique et de développer un sentiment d'appartenance qui a ensuite contribué à sa reconnaissance par la majorité anglophone.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 juin 2010 | Le Droit | JEAN-MARIE BERGERON ENVIRONNEMENT | [jmbergeron@ledroit.com](mailto:jmbergeron@ledroit.com)

# Les deux visages du développement durable

---

*« Vouloir se développer sans aucune considération environnementale mènera le Canada à la catastrophe. »*

---

La rencontre du G-20 les 26 et 27 juin prochains à Toronto poursuit l'objectif de faire redémarrer la « croissance économique mondiale durable », selon le ministre Jim Flaherty lui-même. Pour le gouvernement Harper, hôte de ce sommet, la durabilité ne se définit qu'en termes économiques, même si pour une majorité de Canadiens, ce serait plutôt les valeurs environnementales qu'il faudrait mettre de l'avant. Il existe donc deux Canada présentement, le premier défendu par le gouvernement en place qui n'affiche aucune sensibilité environnementale et un autre, désiré par une majorité de citoyens mais refusé par le PCC. Deux différentes façons de définir l'avenir et le développement durable tel que décrit par l'ONU dans le livre éponyme de 1987, Notre avenir à tous.

La vieille excuse

Il ne faut pas se surprendre si, à chaque semaine, le gouvernement Harper essuie de multiples reproches lui demandant de changer son attitude négative face aux divers dossiers environnementaux qu'il ne veut absolument pas aborder et encore moins régler. Ainsi, au début du mois, on lui reprochait d'avoir abaissé en catimini ses cibles de réduction de gaz à effet de serre (GES) par un facteur 10 par rapport à son plan de 2007, lequel était déjà le plus faible parmi les pays industrialisés signataires du protocole de Kyoto.

C'est toujours la même excuse que l'on donne : nous, du gouvernement, ciblons surtout la reprise économique au lieu de perdre notre temps à nous occuper de l'environnement. Ce type de discours est en contradiction directe avec la définition du développement durable où l'économie fait alliance avec l'environnement pour permettre à nos enfants de se développer dans des milieux sains et viables. Pour le gouvernement actuel, le développement des générations futures de Canadiens ne semble avoir aucune importance car encourager uniquement le développement économique au détriment de l'environnement revient à placer les problèmes environnementaux sur une carte de crédit et à laisser nos enfants payer les coûts écologiques accumulés quand ils prendront le pouvoir.

Compétition verte

Il est bien difficile de comprendre les raisons d'un tel entêtement à ne pas vouloir prendre le virage de l'économie verte. Parmi les pays du G-8, le Canada se classe en queue du peloton, juste devant l'Italie et la Russie pour ses faibles performances de réduction de GES, son manque d'innovation dans l'économie verte, ses compétences mal exploitées, ses faibles investissements verts et l'absence de véritables projets porteurs en matière d'environnement.

Tel est le troublant constat esquissé dans le plus récent rapport de la Table nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE). En gros, le Canada n'est pas prêt à affronter l'avenir avec une économie trop forte en production de carbone. En tant que pays qui dépend presque entièrement de l'exportation, nous nous faisons distancer par la nouvelle économie verte de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, du Japon et surtout des États-Unis dont les compagnies concurrentes aux nôtres investissent déjà dix fois plus d'argent. Pas une bonne nouvelle !

Vouloir se développer sans aucune considération environnementale mènera le Canada à la catastrophe. Qui sait ? Il se peut qu'à vouloir développer uniquement l'économie, nous préparions présentement sur notre territoire tout ce qu'il faut pour générer des futures catastrophes écologiques de grande ampleur. Les immenses lagunes d'eaux empoisonnées des sables bitumineux sont déjà en place. Les forages pétroliers de grande profondeur en haute mer se font ou se préparent dans l'Atlantique.

Est-ce que le Canada cèdera bientôt aux pressions des pétrolières comme BP pour abaisser les exigences de sa politique actuelle afin de ne plus les obliger à construire des puits secondaires de sécurité quand elles vont commencer à extraire du pétrole de l'Arctique canadien ? On a pu constater ce que de telles mauvaises pratiques donnent comme résultats dans le golfe du Mexique.

Pensons aussi aux espèces menacées qui manquent de protection, au faible intérêt porté à la

mobilité durable dans les villes alors que l'on subventionne largement l'industrie automobile, à l'absence de programmes pour modifier le parc automobile au profit du transport en commun ainsi qu'aux véhicules éco-énergétiques et électriques.



Le développement économique durable sans préoccupations environnementales ressemble à un vin qui a tourné au vinaigre. L'extérieur est toujours beau et appétissant alors que l'intérieur est avarié. Est-ce vraiment la sorte d'économie que nous voulons au Canada ?

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 15 Jun 2010 | Ottawa Citizen

# Selling junk food in schools is avoidable

Re: The new puritans, Jun 14.

The Citizen editorial suggests it's puritanical to support a ban on junk food fundraising in our schools. I'd agree with you if there weren't any alternatives, but there are dozens.

If the dollars involved in school based junk food fundraising are indeed as small as those the Citizen reported ranging from \$5,000 to \$22,00, why not have schools look for creative and educational means to raise them? Have schools adopt their surrounding neighbourhoods, sending out their classes to clean them on a regular basis and then canvas them for donations. Hold an annual "grandparents" day and along with a tour of the school and a \$ 10-per-seat show, ask for help, or sell the wallspace in stairwells for advertisements from sporting goods manufacturers or summer job recruiters.

No one who wants this ban subscribes to the straw-man argument you've suggested that they believe that by banning pizza sales in schools kids will eat better. People who want this ban simply think that if a school can't raise \$20,000 annually without selling junk food, they're just not trying.

Not only does selling junk food at schools, regardless of the reason, teach and reinforce in our children that junk food is a reward, the battle against its ban teaches children that the easy way out is a defensible argument.

Sure, junk food in small quantities isn't particularly harmful and is a part of the fabric of our society and culture, but I, along with many, think selling it in our schools, in any capacity, is a wholly avoidable endeavour.

YONI FREEDHOFF, MD, Bariatric Medical Institute, Ottawa

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 15 Jun 2010 | Ottawa Citizen | OTTAWA CITIZEN

# Union louts

The union representing Ontario's teachers has done itself no favours by foolishly picking a fight that never needed to be picked.

The Ontario Teachers' Federation is still mad at Mike Harris, eight years after the former premier retired from politics. Generations from now, you'll likely find union officials making the pilgrimage to Harris's grave, to spit on it.

For the time being, Harris is still very much alive and well, and on Friday he received an honorary degree from Nipissing University (he helped the university get its charter in 1992). The teachers' federation detested the idea of Harris receiving any such honour, and the union has threatened to express its displeasure in a way that hurts the very people you would expect a teachers' union to help: Young teachers struggling to establish a career.

Nipissing University has a teachers' college. If the university went ahead and gave Harris the degree, members of the Ontario Teachers' Federation warned that they might refuse student teachers from Nipissing from doing their mandatory practice assignments in schools.

Technically the union itself has no direct influence over student placements but its members do — and members are influenced by the rhetoric and messaging of their leaders.

Attempting to derail the careers of Nipissing teaching graduates is more than mean-spirited. It's disgusting. Those students, and indeed Nipissing itself, have nothing to do with Harris-era education policy.

Universities have a tradition of giving degrees to controversial people. A couple of years back, the University of Western Ontario gave an honorary degree to abortion doctor Henry Morgentaler, who is far more controversial than any Canadian politician. Think how ridiculous it would be if employers stopped hiring Western graduates as a result.

The teachers' union doesn't have to telegraph so ostentatiously its distaste for the long-defunct Harris government.

We get it, already — always have. There was that time when teachers held a convention and Janet Ecker, Harris's minister of education, came to speak. The teachers sat silently, then sat in more silence during the question period, asking no questions. It was a not-so-subtle way of saying that their guest wasn't worth engaging with.

Opinion was split on that subtle episode of civil disobedience, but at least it didn't punish innocent bystanders, that is, vulnerable young people. The current threatened action against student teachers is self-defeating in another way. The victims are fellow teachers, ones new to the profession, and they will sooner or later replace today's membership of the OTF. If the federation want to raise a crop of younger teachers who bear a lasting grudge toward their own union, this is a good way to go about it.

In fact, such a split is already under way, thanks to the strange world of supply teaching.

Young teachers traditionally crack the job market and make the necessary contacts by supply teaching. But supply work in Ontario has been drying up for them, and instead is being channeled to retired teachers on pensions.

Ontario has an underclass of unemployed and semi-employed teachers.

It's wrong to fight yesterday's political battles, and above all to use bright young workers as pawns.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.